



global witness

Questions/Réponses de Global Witness sur Glencore en République démocratique du Congo

Glencore est le numéro un mondial du négoce de matières premières, contrôlant environ la moitié du cuivre et plus d'un cinquième du cobalt qui se négocient sur les marchés mondiaux. Le Congo est le principal producteur de ces deux minerais.

Global Witness a enquêté sur les récentes acquisitions par Glencore d'actifs miniers de première catégorie au Congo. Il est inquiétant de constater que ces marchés ont été conclus dans le cadre de transactions opaques impliquant le gouvernement congolais, Glencore et son associé de longue date Dan Gertler, homme d'affaires israélien et ami proche du Président Joseph Kabila.

Quels intérêts Glencore détient-elle au Congo ?

Glencore exploite trois mines de cuivre et de cobalt dans le sud-est de la République démocratique du Congo (RDC), dont la valeur a été estimée à 4,6 milliards de dollars US. Lorsqu'ils seront entièrement développés, deux de ces projets, à savoir les mines de Kansuki et de Mutanda, devraient permettre d'accroître la production mondiale de cobalt d'au moins 40 % et la production de cuivre du Congo d'environ 40 % (par rapport aux chiffres de production de 2011).

Quelles sont les relations qu'entretiennent Glencore et Dan Gertler au Congo ?

Les transactions minières de Glencore dans le pays se sont faites dans le secret et sont toutes étroitement liées à Dan Gertler, un homme d'affaires controversé, ami du Président congolais Joseph Kabila.

Au Congo, les ventes secrètes de participations dans six mines de cuivre et de cobalt font scandale depuis le début de l'année 2010. D'après les données recueillies par Global Witness – et contestées par M. Gertler et les autorités congolaises –, ces actifs ont été vendus en secret par des entreprises minières étatiques congolaises à un coût très inférieur aux estimations commerciales de leur valeur. Dans certains cas, le prix de vente se situait autour des 5 % de leur estimation.

Les acquéreurs directs de ces actifs miniers étaient des entreprises offshore, dont la liste complète des actionnaires est tenue secrète. Cependant, des informations sont apparues selon lesquelles plusieurs de ces entreprises offshore – immatriculées dans les îles Vierges britanniques et ailleurs – sont liées à M. Gertler.

À titre d'exemple, enfouies dans un rapport de 1 600 pages (le prospectus préparé par Glencore avant son introduction à la bourse de Londres en mai de l'année dernière) se trouvaient des déclarations selon lesquelles des entreprises offshore associées à M. Gertler avaient acheté des parts dans deux des mines qu'elle exploitait au Congo. Ces entreprises ont acheté ces parts à l'entreprise minières étatique congolaise, la Gécamines, et sont désormais copropriétaires des mines avec Glencore.

Les transactions étaient secrètes au moment où elles ont été conclues en mars 2011. Glencore a publié son prospectus en mai 2011. De plus amples détails sur les transactions ont ensuite été révélés lorsque les contrats ont été publiés sur le site Internet de la Gécamines.

Les entreprises de M. Gertler ont obtenu les mines à prix sacrifié – même si M. Gertler le conteste (voir notre *document d'information à l'attention des actionnaires et les réponses de M. Gertler à nos questions*).

Pourquoi M. Gertler semble-t-il parvenir à se procurer des actifs miniers à un prix aussi bas ?

Bonne question. Ni Global Witness ni, surtout, la population congolaise n'ont connaissance des rouages internes du processus décisionnel congolais. Pour cette raison, et du fait de la nature secrète des transactions, il est impossible de répondre à cette question avec certitude.

Ces entreprises obtiennent donc les mines au rabais. Que se passe-t-il ensuite ?

Deux choses peuvent se produire :

1. Certaines des entreprises associées à M. Gertler ont vendu leurs actions minières à un prix considérablement plus élevé – ce que M. Gertler conteste.
2. Les entreprises de M. Gertler conservent leurs actions, dans l'intention d'en dégager des bénéfices sur le long terme. Dans bien des cas, les frais encourus par les entreprises associées à Gertler sont intégralement pris en charge par des prêts généreux que leur accordent leurs partenaires internationaux.

Qu'est-ce que cela signifie pour le Congo ?

Le Congo, pays désespérément pauvre et ravagé par la guerre, passe ainsi à côté de milliards de dollars de recettes.

L'État congolais ne dégage pas grand-chose des meilleures mines qu'il cède. Les bénéfices atterrissent directement dans les poches de personnes dont l'identité est inconnue et de leurs partenaires internationaux.

Il est également intéressant de s'interroger sur ce que les autorités congolaises pourraient faire de l'argent dégagé des ventes de mines. Ainsi, en 2011, le gouvernement congolais s'est servi d'une partie des recettes minières pour couvrir des coûts liés aux élections de 2011, lesquelles ont reconduit le Président sortant Joseph Kabila à la tête du pays. Les élections ont été jugées comme biaisées par un certain nombre de diplomates internationaux et d'observateurs électoraux et ont été entachées par des massacres commis par les forces de sécurité du gouvernement.

Donc beaucoup de mines ont désormais été vendues. N'est-il pas trop tard pour agir ?

Si l'on considère les vastes sommes d'argent en jeu, les minéraux qu'il reste encore à exploiter au Congo et le fait que la population congolaise ne sait toujours pas ce qui est advenu de cet argent, le problème est trop important pour qu'on l'ignore.

Les ventes secrètes au Congo, des ressources naturelles constituant la richesse du pays à des entreprises offshore constituent malheureusement aujourd'hui une pratique bien ancrée qui remonte à bien avant 2010.

Et ceci ne concerne pas uniquement le secteur des mines. En effet, le Congo prévoit une forte croissance de sa production pétrolière, et au moins deux blocs pétroliers ont été vendus dans des circonstances très similaires.

Quelles sont les principales préoccupations de Global Witness ?

Global Witness est d'avis que les récentes transactions minières liées à des entreprises offshore présentent un certain nombre de caractéristiques inquiétantes susceptibles d'indiquer une éventuelle corruption :

- Les actifs miniers ont été vendus à des prix extrêmement bas
- Les ventes se sont faites dans le secret
- Il n'y a pas eu d'appel d'offres
- L'identité des actionnaires véritables des entreprises qui ont obtenu les actifs est tenue secrète

Global Witness a du mal à comprendre comment les entreprises de M. Gertler ont obtenu tant d'actifs dans le secret, et pourquoi leur prix a été systématiquement très inférieur aux estimations commerciales.

Nous sommes préoccupés par le fait que des agents du gouvernement congolais corrompus ou leurs intermédiaires pourraient faire partie des propriétaires secrets des nombreuses entreprises offshore impliquées.

Nous sommes inquiets de ce que M. Gertler pourrait bénéficier abusivement de ses liens d'amitié avec le Président Kabila – chose que les représentants de M. Gertler nient catégoriquement.

Ces préoccupations nous amènent à soulever des questions légitimes sur l'identité réelle des personnes qui profitent des transactions. Les citoyens congolais ont le droit de savoir.

Que faut-il faire ?

Global Witness demande instamment à M. Gertler et à ses associés de dresser une liste de tous les « propriétaires effectifs » – autrement dit les propriétaires réels – de toutes les entreprises impliquées dans ces transactions minières.

Les entreprises internationales partenaires de M. Gertler devraient entièrement et publiquement divulguer toutes les informations dont elles disposent sur les entreprises offshore de celui-ci et, s'il est estimé que ses entreprises posent un risque de corruption sérieux, elles devraient mettre un terme à leur collaboration.

Les sociétés internationales devraient être prudentes lorsque celles-ci interviennent en tant qu'acheteur final de parts dans des mines vendues dans des circonstances aussi douteuses, ou même de s'associer à des entreprises offshore impliquées dans ce type de transactions. S'il s'avère qu'elles financent ces entités offshore de quelque manière que ce soit, elles risquent en effet de permettre à un cercle de corruption de se perpétuer – éventuellement en conférant les fonds grâce auxquels des agents de l'Etat corrompus se financent.

Que doivent faire les actionnaires de Glencore ?

Les actionnaires de sociétés cotées en bourse ne doivent pas oublier que toute entreprise cotée manque à son devoir si elle ne fait pas preuve d'une totale ouverture quant aux entités commerciales avec lesquelles elle est associée.

Les actionnaires de Glencore devraient s'interroger dans ce cas sur l'identité des propriétaires des entreprises offshore, et chercher à obtenir toute information pertinente sur la relation entre Glencore et Gertler. Cette information devrait être publique.

S'il est estimé que les entreprises associées à M. Gertler posent un risque de corruption sérieux, Glencore devrait cesser de collaborer avec elles.

Même s'ils ne se sentent pas préoccupés par des questions d'ordre éthique, les actionnaires de Glencore devraient se soucier de leurs propres investissements. Les exemples abondent de scandales de corruption ayant eu un impact négatif sur le cours des actions d'une entreprise.

Les actionnaires de Glencore devraient également envisager les risques qu'ils encourraient si des actifs clés étaient étroitement liés à des intérêts politiques – leurs actifs pourraient-ils survivre en cas de changement de gouvernement ?

Les bailleurs de fonds du Congo peuvent-ils agir ?

Un programme d'aide de 550 millions de dollars US accordé au Congo par le FMI est actuellement gelé mais l'institution projette de le reprendre prochainement. La Banque mondiale envisage de fournir des centaines de millions de dollars supplémentaires au pays sous forme d'aide à la gouvernance.

À lui seul, le Royaume-Uni prévoit d'apporter au Congo, 900 millions de livres sterling entre 2011 et 2015 sous forme d'aide bilatérale, (ce chiffre ne comprend pas les vastes sommes que le Royaume-Uni accorde également par l'intermédiaire d'institutions comme la Banque mondiale, le FMI et l'ONU).

Le FMI et la Banque mondiale devraient exercer une pression accrue sur le Congo pour s'assurer qu'il s'attelle à cette problématique de manière appropriée. S'il est vrai que l'aide humanitaire doit se poursuivre, Global Witness s'interroge sur le bien-fondé d'une perpétuation de l'aide à la gouvernance représentant de vastes sommes d'argent alors même que la gouvernance des ressources congolaises fait l'objet de telles contestations.

Les bailleurs de fonds devraient réduire leur aide à la gouvernance jusqu'à ce qu'ils sachent avec certitude que le gouvernement congolais remplit ses devoirs élémentaires en matière de transparence et de lutte contre la corruption.